

Le Journal des décideurs **L'économiste** du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Assemblée nationale

Le Porte-parole James Gbaguidi face à la presse ce jour

En prélude à la deuxième session ordinaire de l'année 2022 qui s'ouvre ce jeudi 27 octobre, le porte-parole de l'institution anime ce jour à partir de 15h au Palais des gouverneurs à Porto-Novo (salle polyvalente) une conférence de presse.

Financement des PME

Un programme spécial de facilitation de BIIC et Sud Capital

Dans sa dynamique de soutenir la croissance des Petites et moyennes entreprises (PME), la Banque ... • (Page 12)

Accès universel à l'électricité

Le "New Deal" pour la conquête énergétique de l'Afrique

• (Page 03)



Mesures contre la cherté de la vie au Bénin

• (Page 10)

Le gouvernement maintient les prix du blé et du ciment



Sécurité alimentaire

La Commission de l'Uemoa et l'AFD pour une nouvelle alliance

Pour accélérer le développement des secteurs indispensables au mieux-être des populations de la sous-région ... • (Page 11)

Lutte contre le cancer de sein

SIPI-Bénin lance sa campagne "Ruban Rose" ce vendredi

Après son soutien aux scolaires de l'arrondissement de Tangbo à Zè, la Société ... • (Page 02)

Production du thé au Kenya

Les revenus augmentent de 75 millions USD en 7 mois

La production et la vente du thé au Kenya se portent bien malgré la crise économique mondiale. Les revenus de ce produit agricole précieux ont augmenté de 9 milliards de Kenyan shillings (74 263 552,20 USD) entre janvier et juillet 2022 ... • (Page 03)

Promotion du Handball

Les ambitions d'Imelda Wadagni pour ASO Baobab

Imelda WADAGNI est la nouvelle présidente de l'Association omnisport (ASO) Baobab de Lokossa. A ce ... • (Page 11)

Gratuit.
Facile. Sécurisé.
La banque mobile
au bout des doigts.

Quel que soit votre téléphone !

*Service disponible pour les abonnés MTN et Moov Africa

*826#



Ecobank
La Banque Panafricaine

ecobank.com

Lutte contre le cancer de sein

SIPI-Bénin lance sa campagne "Ruban Rose" ce vendredi

Après son soutien aux scolaires de l'arrondissement de Tangbo à Zè, la Société d'investissements et de promotion de l'industrie (SIPI-Bénin), acteur principal de l'aménagement et du développement de la Zone industrielle de Glo-Digbé Zè (GDIZ) se préoccupe de la santé des femmes de la localité. A l'occasion du « mois d'octobre, mois rose », SIPI-Bénin organise du vendredi 28 au samedi 29 octobre une campagne de dépistage gratuit du cancer de sein. Découvrez le calendrier.



COMMUNIQUE DE PRESSE

GLO-DJIGBE INDUSTRIAL ZONE (GDIZ) lance "RUBAN ROSE" sa campagne de lutte contre le cancer du sein

Cotonou, le 26 octobre 2022 - La Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie (SIPI-BENIN S.A), en charge du développement, de l'aménagement, de la promotion et de l'exploitation de la ZONE INDUSTRIELLE DE GLO-DJIGBE ZEBENIN (GDIZ), organise les 28 et 29 octobre 2022, des séances de sensibilisation et de dépistage du cancer du sein en faveur des femmes des villages Anavié, AGBODJEDO, DJITIN-AGA et HOUZE.

Les séances se dérouleront suivant le calendrier ci-après :

1. AGBODJEDO
 - vendredi 28 octobre 2022 à partir de 9h
 - lieu : place publique d'AGBODJEDO
2. ANAVIE
 - vendredi 28 octobre 2022 à partir de 14h
 - lieu : place publique d'ANAVIE
3. HOUZE
 - samedi 29 octobre 2022 à partir de 9h
 - lieu : Ecole Primaire Publique (EPP) de HOUZE
4. DJITIN-AGA
 - samedi 29 octobre 2022 à partir de 14h
 - lieu : Ecole Primaire Publique (EPP) de DJITIN-AGA

Le dépistage sauve des vies, ensemble, agissons dès maintenant.

La GDIZ, engagée contre le cancer du sein.

La Direction Générale

Société d'Investissement et de Promotion de l'Industrie - Bénin (SIPI-Bénin)
Glo-Digbé Industrial Zone (GDIZ) est un PPP entre ARISE IP et la République du Bénin
201, Immeuble Résidence Océane - Bôl : 612 - Quartier : Patte d'oie - Parcelle : ZA - 04 BP 612
+229 21 30 12 13 www.gdiz.com gdiz-benin@arsenet.com

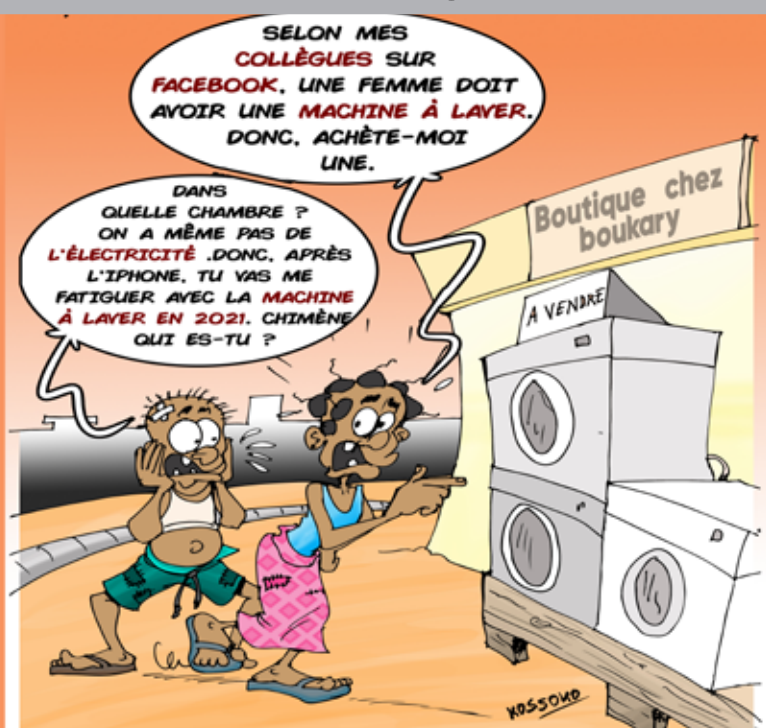
AUX DECIDEURS...

Une dynamique économique rompue

Le stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou à Cotonou qui scelle l'amitié entre le Bénin et la Chine, est devenu au cours de ces 20 dernières années, un véritable centre commercial. Sa galerie qui ceint les infrastructures sportives (le palais des congrès, la piscine, les nombreuses aires de jeux dont celles du Law tennis et du football), est constituée de boutiques, de débits de boissons, de restaurants, qui s'alternent avec les agences de tourisme et voyages, de banques, d'assurances et de réseaux de téléphonie mobile. Dans cet univers qui défie l'esthétique et où l'on côtoie quelque fois des velléités d'insécurité qui perturbent la quiétude de belles de nuit, le désordre était quasi-total. En effet, les belles de nuit ont fait de la façade extérieure du stade la vitrine d'exposition des rondeurs et d'attraction de bites. Elles ne manquent pas de faire de bons chiffres d'affaires. Les vendeurs ambulants dont certains sont animés d'intentions malveillantes se pavanent à longueur de journée sur l'esplanade et il n'est pas rare que se signalent des vols de biens précieux de certains usagers. Dans cet environnement hostile à la quiétude aussi bien des belles de nuit que des usagers de la galerie marchande, le stade de l'amitié de Kouhounou offrait l'occasion aux promoteurs d'entreprises de brasser pour les uns quelques dizaines de mille et pour d'autres des centaines de mille voire des millions de francs CFA au quotidien. Avant le déguerpissement de juin 2022, il était loisible aux usagers du stade de l'amitié de Kouhounou de se ravitailler en tout ou presque tout : vêtements, chaussures, bijoux, articles de bureau, ustensiles de cuisine etc. Il servait aussi souvent de lieu d'escale pour nombre de fonctionnaires qui résident sur le territoire de la commune d'Abomey-Calavi. En effet, pour éviter le go slow à la fermeture des bureaux, nombre de fonctionnaires en partance sur Ouidah ou Abomey-Calavi observaient la pause stratégique pour éviter le stress. Entre 19h et 21h, ces derniers prennent beaucoup de leurs rendez-vous sur l'esplanade du stade de l'amitié avant de regagner sereinement leur résidence après avoir participé à faire fonctionner l'économie de la soirée. Malgré les services que rendait l'esplanade du stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou, le moment était venu de revoir la structure de sa galerie marchande. Or, il est impossible de faire des omelettes sans casser des œufs. D'où la rupture de la dynamique commerciale qui y a régné pendant plusieurs lustres. Chaque agent commercial a trouvé un nouvel espace foncier pour poursuivre ses activités. L'ancienne chaîne est rompue certes. Il est à souhaiter que les travaux de réhabilitation du stade de l'amitié se fassent rapidement afin d'offrir une nouvelle galerie marchande aux usagers qui ont pris goût à fréquenter l'esplanade du stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou.

Jean-Claude KOUAGOU

Cari du jour



Eco secret

Décarbonisation : AngloGold Ashanti va émettre une obligation verte de 250 millions USD

AngloGold Ashanti, compagnie minière sud-africaine, a annoncé mercredi 12 octobre, son intention d'émettre prochainement une obligation verte de 250 à 300 millions USD pour financer ses projets de décarbonisation en Afrique et dans le monde. Cette initiative entre dans le cadre de la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 30% d'ici 2030. Pour atteindre ses objectifs, le géant minier a fait savoir qu'il va se baser sur l'utilisation intensive d'énergie propre pour ravitailler en électricité ses mines d'or qui se trouvent en Afrique et ailleurs dans le monde.

Accès universel à l'électricité

Le "New Deal" pour la conquête énergétique de l'Afrique

Plus de 640 millions d'Africains n'ont pas accès à l'énergie, ce qui correspond à un taux d'accès légèrement supérieur à 40 %, le niveau le plus faible du monde. La consommation d'électricité par habitant en Afrique subsaharienne (Afrique du Sud exclue) est de 180 kWh, contre 13 000 kWh par habitant aux États-Unis et 6500 kWh en Europe. La production de 162 GW d'électricité, la connexion de 130 millions de personnes au réseau électrique et la connexion de 75 millions de personnes hors réseau sont devenues des challenges. Dès lors se bousculent au portillon de l'Afrique plusieurs puissances pour profiter de ses ressources énergétiques.

• Falco Vignon

L'accès à l'énergie est vital non seulement pour atteindre les objectifs en matière de santé et d'éducation, mais également pour réduire le coût de la pratique des affaires, libérer le potentiel économique et créer des emplois. L'accès insuffisant à l'électricité cause chaque année des centaines de milliers de décès dus à l'utilisation de foyers à bois pour la cuisine ; entrave le fonctionnement des hôpitaux et des services d'urgence ; compromet les objectifs d'éducation et accroît le coût de la pratique des affaires. L'accès à l'électricité est par conséquent un des facteurs clés de la croissance inclusive d'autant plus qu'il crée des possibilités pour les femmes, les jeunes, les enfants, tant en milieu urbain que rural. L'Afrique est dotée d'un immense potentiel énergétique – énergie renouvelable notamment –, mais elle n'en utilise actuellement qu'une partie. L'hydroélectricité fournit environ un cinquième de la capacité actuelle, mais le potentiel utilisé ne correspond même pas au dixième du total. Le

potentiel technique d'énergie solaire, éolienne et géothermique et de la bioénergie est également important. Même si la Banque africaine de développement entend privilégier l'énergie renouvelable, les combustibles fossiles continuent de représenter une part importante du mix énergétique général, comme c'est le cas dans plusieurs économies développées, la Banque finançant des technologies de pointe afin de réduire au minimum les émissions. La Banque a lancé un Nouveau Pacte pour l'énergie en Afrique, qui repose sur cinq principes indissociables et se renforçant mutuellement, à savoir : i) susciter des aspirations pour résoudre les problèmes énergétiques en Afrique ; ii) mettre sur pied un Partenariat transformateur pour l'énergie en Afrique ; iii) lever des fonds aux niveaux national et international pour fournir un financement innovant au secteur énergétique africain ; iv) aider les gouvernements africains à renforcer la politique, les règlements et la gouvernance du secteur de l'énergie et v) accroître les investissements de la BAD dans le



financement de l'énergie et du climat. L'Afrique est simplement fatiguée de se trouver dans l'obscurité. Il est temps de prendre des mesures décisives et de changer la situation : éclairer et fournir de l'énergie à l'Afrique - et accélérer le rythme de transformation économique, libérer le potentiel des entreprises ainsi que stimuler une industrialisation indispensable à la création d'emplois.

La BAD : un

partenaire stratégique

Pour Akinwumi Adesina, le président de la BAD, la stratégie énergétique de la Banque, essentielle pour la mise en œuvre du nouveau Pacte, met l'accent sur sept domaines, à savoir : i) créer un environnement politique favorable, ii) transformer les sociétés de services publics en entreprises performantes, iii) accroître sensiblement le nombre de projets énergétiques ban-

cables ; iv) augmenter l'enveloppe financière pour la mise en œuvre de nouveaux projets, v) soutenir des programmes d'accès à l'énergie pour les personnes se trouvant au « bas de la pyramide », surtout les femmes, vi) accélérer les principaux projets régionaux afin de stimuler l'intégration, et vii) mettre en œuvre des vagues de « transformations » énergétiques de dimension nationale. La Banque mettra en œuvre ces priorités à travers une série de programmes phares, tels que la

passation de marchés IPP, la transformation des services publics de fourniture d'énergie, une facilité de soutien aux projets durant la phase préliminaire et des programmes incitatifs connexes, des initiatives de paiement mobile, et un programme régional d'accélération des projets. L'objectif de ce domaine prioritaire est d'aider le continent à garantir l'accès de tous à l'électricité d'ici à 2025, en s'employant particulièrement à encourager les solutions qui promeuvent l'énergie propre et renouvelable. Il faudrait, dans ce sens, augmenter la production du réseau par l'ajout de 160 GWh de nouvelle capacité, d'effectuer 130 millions de nouveaux branchements au réseau, 75 millions de nouveaux branchements hors réseau et permettre à 150 millions de foyers de disposer de solutions de cuisson propres. Pour atteindre cet objectif, il faudrait, selon les estimations, 60 à 90 milliards d'USD par an. La Banque va investir 12 milliards d'USD sur ses ressources propres dans le financement de l'énergie au cours des cinq prochaines années.

Production du thé au Kenya

Les revenus augmentent de 75 millions USD en 7 mois

La production et la vente du thé au Kenya se portent bien malgré la crise économique mondiale. Les revenus de ce produit agricole précieux ont augmenté de 9 milliards de Kenyan shillings (74 263 552,20 USD) entre janvier et juillet 2022, selon les chiffres de la Direction générale du thé, cités cette semaine par le journal économique Business Daily.

• Issa SIKITI DA SILVA

Cette belle performance a été facilitée par une valeur unitaire plus élevée et un shilling faible qui ont compensé une forte baisse des importations par les principaux acheteurs de ce produit, selon le quotidien de Nairobi.

Les bénéfices pour la période citée ci-dessus ont atteint 80 milliards de Ksh (660 120 464,00 USD) par rapport aux 71 milliards de Ksh (585 615 305,90), enregistrés lors de la saison correspondante l'an dernier. Le Kenya est le plus grand producteur de thé



en Afrique, et les chiffres de Statista publiés en août 2022 montrent que le pays

a produit près de 570 000 tonnes en 2020, suivi de loin par l'Ouganda avec 63 500 tonnes, Malawi 47 800 tonnes, Tanzanie 46 100 tonnes et le Rwanda 33

640 tonnes.

L'industrie du thé contribue environ 4% au Produit intérieur brut (PIB) du pays et représente plus de 20% de source des devises étrangères. Près de 650 000 Kenyans vivent directement du thé, qui est cultivé dans 15 des 47 provinces du pays.

Défis majeurs

Il est important de signaler une chose importante à propos de la filière du thé de ce pays. Bien que les petits producteurs de thé au Kenya soient parmi les mieux payés au monde en termes de rendement net par kilo de feuille verte (les produc-

teurs gagnent jusqu'à 75% des revenus bruts), ce bon salaire ne se traduit pas dans le bien-être économique en grande partie en raison d'économies d'échelle limitées, a souligné le quotidien Business Daily.

Cependant, les défis restent majeurs. Les experts continuent de déplorer la hausse des coûts de la main-d'œuvre, le manque de crédit pour les petits agriculteurs, la médiocrité des infrastructures, l'électricité peu fiable, les coûts élevés du carburant et des matériaux d'emballage, qui selon eux, augmentent encore les coûts de production.

Banques publiques de développement africaines

Des actrices incontournables en temps de crise

Les discussions du sommet et de la conférence de recherche Finance en commun (FiCS) 2022 ont notamment porté sur le rôle des banques publiques de développement (BPD) africaines. Une étude récente portant sur la centaine de banques publiques et privées qui opèrent en Afrique de l'Ouest a révélé que les banques publiques pourraient avoir un impact significatif sur tout le continent en soutenant les économies, non seulement au lendemain de crises comme la pandémie persistante du Covid, mais aussi à long terme.

La pandémie du Covid-19 et la guerre en Ukraine ont mis au jour la vulnérabilité de nombreuses économies africaines. Du fait de leur dépendance vis-à-vis des matières premières, elles ont subi les flambées des prix qui ont ébranlé les marchés mondiaux ces derniers mois, tandis que le manque d'outils ou d'instruments d'atténuation, comme l'assurance ou le crédit, rendait la situation économique du continent encore plus précaire. La conférence de recherche qui a ouvert le sommet Finance en commun (FiCS) 2022 a cherché à savoir comment les banques de développement africaines pourraient faciliter la sortie des pays du marasme financier croissant.

Récemment, cette question avait déjà été abordée en détail dans un article de Florian Léon, chercheur à la Fondation pour les études et la recherche sur le développement international (Ferdii). Intitulée « Public bank lending in Africa in times of crisis » (Prêts consentis par les banques publiques en Afrique en temps de crise),



son étude examine les activités des banques publiques opérant dans huit pays d'Afrique de l'Ouest sur la période 2000-2019.

Ne pas cesser d'investir, même quand les temps sont durs

Après avoir étudié les données concernant 112 banques, dont 24 banques publiques, qui jouent un rôle important au Mali, au Togo et au Niger, Florian Léon est parvenu à la conclusion que les banques publiques et privées adoptaient le même comportement en période de crise, réduisant quelque peu leurs activités. Mais si, pour le

secteur bancaire privé, cette réduction d'activité s'accroît après une crise, les banques publiques, elles, ont tendance à maintenir leurs activités de prêt. Et cette tendance est plus prononcée dans les banques dont la majorité du capital est détenue par l'État.

« Le rôle des banques publiques de développement est important car elles fournissent des liquidités aux entreprises après une crise, là où les banques privées doivent restreindre leurs prêts pour rétablir leur santé financière et absorber les pertes », explique Florian Léon. Or, c'est précisément au lendemain d'une crise que le soutien des banques est nécessaire. « Au mo-

ment d'une reprise, l'accès aux fonds est crucial pour effacer rapidement les effets du choc. »

À l'heure actuelle, les conclusions de cette étude ont une résonance particulière, alors que des pays tentent de faire face aux nombreuses ramifications de la pandémie. Certains pays, en particulier en Afrique et en Asie, auront besoin de davantage de soutien. Or, les banques publiques de développement sont bien placées pour l'assurer, en particulier sous la forme de prêts accordés aux petites et moyennes entreprises, dans le but de stimuler l'activité économique. Diverses raisons peuvent expliquer pourquoi les BPD continuent d'accorder des prêts au lendemain d'une crise :

- Leur mission : les banques publiques ont toutes pour mission de stabiliser l'activité économique. Elles augmentent souvent leurs lignes de crédit en période de récession, même si cela implique une prise de risque plus importante.

- Stabilité relative : généralement, les res-

sources des banques publiques sont plus stables car elles bénéficient d'une garantie de l'État. Les banques peuvent s'appuyer principalement sur leurs propres ressources ou sur des emprunts contractés sur les marchés financiers.

- Leur rôle : les prêts des banques publiques prennent principalement la forme de prêts à long terme accordés aux entreprises.

- Contexte politique : les prêts des banques publiques sont parfois moins sensibles à l'évolution macroéconomique qu'aux calendriers politiques. Les décisions de prêt peuvent être motivées par des considérations politiques et être expansionnistes, les dirigeants politiques s'efforçant de stimuler l'activité économique.

Aider les États à faire face

Partout en Afrique, les banques publiques de développement sont des actrices potentiellement cruciales, étant donné que le continent est fortement exposé aux chocs extérieurs et qu'il ne dispose que de peu de moyens pour les atténuer. « Les États africains ont

peu d'outils à disposition, du fait de leur difficulté à mobiliser des ressources fiscales », conclut Florian Léon dans son étude. « Les banques publiques constituent un instrument utile du fait de leur capacité à mobiliser leurs propres ressources et de leur importance sur les marchés financiers bancaires ».

Leur importance est amenée à devenir de plus en plus évidente alors que les crises liées au changement climatique vont se multiplier et que les gouvernements ne seront plus en mesure d'y faire face seuls. « Les banques publiques bénéficient de certains avantages, comme leur mission, leurs ressources et leur vision à long terme », explique Florian Léon. Elles sont capables de mobiliser des capitaux afin de réaliser les investissements à long terme, nécessaires au renforcement des économies. Leur rôle futur, notamment en Afrique, consistera non seulement à aider les pays à faire face aux chocs, mais aussi à réduire les vulnérabilités structurelles. »

Source : AFD

Conseil communal de Djougou

Les travaux de la 3^e session ordinaire ouverts mercredi

(Le budget primitif, exercice 2023 en point de mire)

Les membres du Conseil Communal de Djougou planchent depuis ce mercredi 26 octobre 2022 et ce pendant trois jours sur plusieurs dossiers de développement dont le budget primitif, exercice 2023.

L'ouverture officielle des travaux a été faite par le premier adjoint au maire Amadou Djibril représentant le Maire en mission. Il a remercié ses homologues pour leur disponibilité permanente pour discuter des problèmes auxquels les populations sont confrontées.

Amadou Djibril a convié les respectables conseillers communaux à participer activement aux travaux en vue de doter la Commune d'un budget primitif, exercice 2023 répondant aux aspirations des populations. Les travaux qui se déroulent à la salle des délibérations de l'hôtel de ville

et qui durent 72 heures permettront aux gouvernants locaux de Djougou d'étudier et de valider le rapport d'activités du maire, le budget primitif, exercice 2023 ; la nouvelle grille tarifaire dans le cadre de la mobilisation des ressources fiscales et non fiscales ; l'organisa-

tion et la modalité d'exercice des activités de taxis-motos et la présentation de la situation des transactions financières opérées par la Mairie. Au cours des travaux, les conseillers vont aussi autoriser l'exécutif communal à actualiser l'arrêté communal portant

fixation des tarifs des taxes, droits et redevances dans la commune de Djougou. La première journée a permis au gouvernement local de la Commune carrefour de valider le compte rendu de la deuxième session ordinaire ; le rapport d'activités du maire ; les rapports d'acti-

vités des commissions permanentes et la constitution des commissions permanentes du conseil communal. Les travaux se poursuivront ce jeudi et prennent fin le vendredi 28 octobre 2022.

Emmanuel Akakpo
(Br Atacora-Donga)

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales

Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52,4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Position du Bénin dans la sous-région



MINISTÈRE
DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA MICROFINANCE
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL

NOTIFIÉ AU MAÎTRE D'OUVRAGE
Cotonou, le 14/10/2022
Pour Lancement de l'Avis

Avis de manifestations d'intérêt relatif au recrutement d'un consultant pour la mise en place du mécanisme informatisé de suivi-évaluation du Projet SWEDD-Bénin.

Pays : République du Bénin

Nom du Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et de Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

Numéro du Don : IDA N°4230-BJ

Référence : BJ-SWEDD-290645-CS-CQS du 14/10/22

Projet d'Autonomisation des Femmes et de Dividende Démographique au Sahel (SWEDD Bénin)
Arrivée, le 14/10/22
Sous le N° 22.07

- Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin) et, à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du marché relatif à la mise en place du mécanisme informatisé de suivi-évaluation du Projet SWEDD-Bénin.
- La mission du consultant consiste à appuyer le développement et la production d'outils de communication éducatifs sur les compétences de vie courante afin d'améliorer les comportements clés de la transition démographique. De façon spécifique, il s'agit de :
 - Développer l'architecture du système d'information pour le suivi évaluation du projet SWEDD de sorte à répondre aux exigences du projet ;
 - Alimenter la base avec les données disponibles ;
 - Acquérir un domaine sécurisé pour l'hébergement, la gestion du système d'information ;
 - Proposer un manuel d'utilisation du système d'information ;
 - Former le personnel technique du projet, des ONG et des partenaires de mise en œuvre à l'utilisation de l'application informatique proposée ;
 - Apporter l'assistance technique à la mise à jour et à l'exploitation des données pendant les 6 premiers mois d'exploitation.
- La durée prévisionnelle de la mission est de soixante (60) jours ouvrables. Une période d'assistance technique de six (06) mois sera accordée au consultant pour la maintenance du système et la prise en charge des nouvelles options
- La Coordonnatrice du Projet SWEDD-Bénin, représentant l'Autorité Contractante, par la présente sollicitation de manifestation d'intérêt, invite les consultants (firmes) admissibles à présenter leur candidature pour fournir les services décrits ci-dessus.

Délégation de Cotonou des Marchés Publics
BON A LANCER

Retiré le 14/10/2022
Nom : BIVONSI
Prénom : Bertrand
Signature



des bases de données d'envergure nationale dans le cadre du suivi des indicateurs des politiques publiques ou des projets et programmes. Avoir de solides connaissances du système de suivi-évaluation des indicateurs socio-démographiques avec de solides connaissances sur les outils de suivi (tableau de bord, fiches de suivi etc.) serait un atout.

- Les manifestations d'intérêt rédigées en langue française en quatre (04) exemplaires (1 original et 3 copies), portant la mention « Recrutement d'un consultant pour la mise en place d'un système d'information numérique pour le suivi évaluation des interventions du Projet SWEDD-Bénin » doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessous, le 02/11/2022 à 10 heures locales (heure de Cotonou) au plus tard.

- L'adresse à laquelle il est fait allusion est :

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers, maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél : (+229) 21 30 22 26 ; E-mail : swedd.benin@gmail.com.

Les consultants peuvent avoir plus d'informations audit Secrétariat tous les jours ouvrables de 08 heures à 12 heures 30 minutes et de 14 heures 00 à 17 heures 30 minutes ou swedd.benin@gmail.com. Les termes de référence de la mission peuvent être consultés sur le site web : www.swedd.bj.

- Les critères d'évaluation des manifestations d'intérêt sont :

(i) Qualifications générales du consultant (20 points)

Avoir au moins cinq (05) ans d'expériences en tant bureau spécialisée sur le développement ou la programmation informatique (< 5 ans : 0 point ; ≥ 5 ans et < 7 ans : 15 points ; ≥ 7 ans : 20 points).

(ii) Expériences du Consultant (70 points).

- Avoir réalisé au moins trois (03) missions similaires dans la conception des bases de données d'envergure nationale dans le cadre du suivi des indicateurs des politiques publiques ou des projets et programmes : 60 points (< 3 missions : 0 point ; ≥ 3 missions et < 6 missions : 40 points ; ≥ 6 missions : 60 points) ;
- Avoir de solides connaissances du système de suivi-évaluation des indicateurs socio-démographiques avec de solides connaissances sur les outils de suivi (tableau de bord, fiches de suivi etc.) : 10 points (2 expériences à raison de 5 points expérience).

(iii) Organisation technique et managériale (10 points)

Les cabinets doivent fournir une présentation claire de leur organisation managériale et matérielle (organigramme à l'appui) présentant au moins les postes/Services ci-après et animés par un personnel permanent à savoir :

- Direction Générale du cabinet ou équivalent (4 points) ;
- Direction en charge du suivi des études ou équivalent (3 points) ;
- Direction Financière et comptable ou équivalent (3 points).

La structuration de l'équipe dédiée doit faire ressortir l'interaction de chaque intervenant dans l'atteinte des objectifs de la mission.

NB : En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le cabinet ayant plus d'expérience dans la conception des bases de données d'envergure nationale dans le cadre du suivi des indicateurs des politiques publiques ou des projets et programmes sera privilégié.

Cotonou, le 14-10-2022



Djaoudath ALIDOU DRAMANE
Coordonatrice SWEDD-Bénin

Déboires Financiers**Trop endetté, Orpea se place sous protection judiciaire***(La dette du groupe s'élevait à plus de 9,5 milliards d'euros au 30 septembre dernier)*

Après le scandale, les déboires financiers... Le groupe d'Ehpad privés Orpea ouvre un nouveau chapitre tourmenté, déjà secoué depuis la sortie en janvier d'un livre-enquête dénonçant ses pratiques. L'entreprise a annoncé ce mercredi l'ouverture d'une nouvelle procédure amiable de conciliation devant le tribunal de commerce de Nanterre pour renégocier sa dette avec ses créanciers.

« L'entreprise est trop endettée en raison du développement international et immobilier mené à un rythme effréné, à l'initiative de l'ancienne direction générale », a expliqué le nouveau directeur général d'Orpea, Laurent Guillot. La dette du groupe s'élevait à plus de 9,5 milliards d'euros au 30 septembre dernier.

Une procédure préventive

« Cette procédure de conciliation amiable nous permet de renégocier avec les acteurs financiers la situation de notre endettement et en même temps de protéger nos salariés et résidents », a ajouté Laurent Guillot. L'objectif envisagé serait de « convertir une partie de la dette d'Orpea en capital et de lever à nouveau de l'argent en dette et en capital auprès des investisseurs », a-t-il précisé.

Cette procédure dite préventive permet à une entreprise en difficulté de négocier avec ses créanciers de façon confidentielle, sous l'égide d'un conciliateur désigné par le président du tribunal de commerce.

Orpea avait déjà réalisé cette année une procédure de conciliation amiable qui lui avait permis d'aboutir à un accord avec ses banques pour assurer son financement. Mais le groupe risque de ne plus être en mesure de s'y conformer en raison de différents facteurs, comme l'inflation.

Les « manquements » de la direction et l'inflation

L'entreprise anticipe également de nouvelles dépréciations d'actifs, estimées entre 2,1 et 2,5 milliards d'euros, selon un communiqué. Présent dans 23 pays, le groupe a basculé dans le rouge au premier semestre, accusant une perte nette de 269 millions d'euros, en raison de premières dépréciations d'actifs. Il avait toutefois réalisé un chiffre d'affaires semestriel de 2,3 milliards d'euros, en hausse de 10,9 %.

Le deuxième semestre ne se présente pas sous les meilleurs auspices : « La tendance baissière de la performance financière des activités » se prolonge notamment « du fait de l'augmentation significative des coûts d'achats » du groupe, en particulier sur les denrées alimentaires, détaille Orpea dans un communiqué. Avant cela, la situation d'Orpea a été « fortement affectée par les malversations et les manquements éthiques de la direction précédente », a déclaré Laurent Guillot.

L'ancien mandataire**social pointé du doigt**

Le groupe a décidé de compléter la plainte contre X déjà déposée auprès de la justice en avril, en visant cette fois explicitement l'ancien mandataire social, Yves Le Masne, a indiqué Laurent Guillot. « Je n'imagine pas un seul instant qu'Yves le Masne (...) ne mesurait pas toute la responsabilité qui était la sienne », a-t-il commenté. Orpea, qui gère plus de 350 établissements en France, est dans la tourmente depuis la sortie en janvier du livre-enquête Les Fossoyeurs, qui l'accuse de maltraitance envers les résidents, de fraudes comptables et de pratiques contestables en matière de ressources humaines.

Maltraitance institutionnelle

La justice a ouvert en avril une enquête préliminaire pour maltraitance institutionnelle et infractions financières, à la suite d'un signalement par le gouvernement. Le groupe dit avoir pris de premières mesures pour modifier ses pratiques et prévoit de détailler le 15 novembre son plan de transformation sur trois ans. Depuis le scandale, son titre a aussi connu une chute vertigineuse à la Bourse de Paris. L'action, dont le cours a été suspendu lundi, s'affichait à 14,74 euros vendredi à la clôture de la séance, soit une baisse de 83 % depuis le début de l'année. La cotation reprendra mercredi à l'ouverture des marchés.

20 minutes

Gestion publique**Le Gabon s'apprête à lancer la plus grande émission d'obligations vertes en Afrique**

Après la plus grande émission de crédits carbone à l'échelle mondiale lancée en juin dernier, le deuxième pays le plus boisé de la planète se tourne vers les obligations vertes pour financer des projets hydroélectriques.

Le Gabon envisage d'émettre des obligations vertes d'une valeur comprise entre 100 et 200 millions \$ pour financer la construction de centrales hydroélectriques, a rapporté Bloomberg ce mercredi 26 octobre, citant un dirigeant du Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS).

« Nous envisageons de lancer l'émission d'obligations vertes d'une valeur comprise entre 100 et 200 millions de dollars pour continuer à investir dans nos barrages hydroélectriques », a déclaré Akim Daouda, l'administrateur directeur général du FGIS, indiquant que cette opération sera la plus grande émission d'obligations vertes en Afrique.

« Nous allons d'abord finaliser la vente de 90 millions de crédits carbone et attendre de meilleures conditions de marché avant de lancer l'émission », a-t-il ajouté.

Pays dont la superficie est couverte à hauteur de 88% par des forêts tropicales, le Gabon avait annoncé, en juin dernier, la création de 187 millions de crédits carbone, ce qui représente la plus grande émission de crédits carbone à l'échelle mondiale.

Selon les calculs d'Allied Offsets, fournisseur de données sur le marché des compensations carbone, la monétisation de 90 millions de crédits carbone devrait permettre au pays d'enregistrer 291 millions \$. Premier fonds souverain africain à rejoindre l'Alliance financière pour des émissions nettes zéro (Net Zero Asset Owner Alliance), le FGIS, qui dispose d'environ 2 milliards \$ d'actifs sous gestion, a pour ambition d'atteindre des émissions nettes de gaz à effet de serre nulles sur son portefeuille d'ici 2050.

Agriculture durable**La BAD accorde 42 milliards FCFA au Sénégal**

À au centre du Sénégal, les producteurs agricoles vont bénéficier de semences de prébase, d'un bon accès aux connaissances et aux ressources financières et non financières. Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé le 26 octobre 2022, à Abidjan, un prêt de 63,6 millions d'euros au Sénégal pour financer la mise en œuvre du Projet de

zone de transformation agro-industrielle du Centre, dénommé Agropole-Centre. Le projet qui sera mis en œuvre par le ministère du Développement industriel et des Petites et moyennes industries, va couvrir quatre régions au centre du pays : Kaolack, Kaffrine, Fatick et Diourbel. Sa réalisation va contribuer à accroître les exportations agricoles et réduire par conséquent les importations de denrées alimentaires ainsi que l'insécurité alimentaire en milieu rural. « La Banque est un partenaire clé du Sénégal dans la mise en œuvre de cinq agropoles compétitives intégrées prévues dans le cadre du Plan Sénégal émergent, à travers un partenariat public-privé. Après l'agropole Sud approuvée en 2019, nous finançons à présent celle de la région du Centre du pays qui couvre un important bassin agricole », a déclaré Marie-Laure Akin Olugbade, directrice générale de la Banque africaine de développement pour l'Afrique de l'Ouest. Atsuko Toda, directrice du département Infrastructures rurales et Finances agricoles a ensuite ajouté que : « Le projet bénéficie ainsi des leçons apprises pour ce type de projet agro-industriel, financé selon un partenariat public-privé à travers l'expérience accumulée en Côte d'Ivoire, en Éthiopie, au Nigéria, au Togo et au Sénégal notamment et qui lui donne un avantage comparatif ». Au cours de sa mise en œuvre, le Projet de zone de transformation agro-industrielle du Centre va appuyer la mise en place d'un fonds de développement des chaînes de valeur agro-industrielles (notamment l'arachide, les céréales et le sel) en faveur des organisations de producteurs et des PME/PMI. Il sera sensible au genre et ciblera prioritairement les activités situées en amont et en aval de la production pour accroître l'inclusion financière des acteurs des chaînes de valeur.

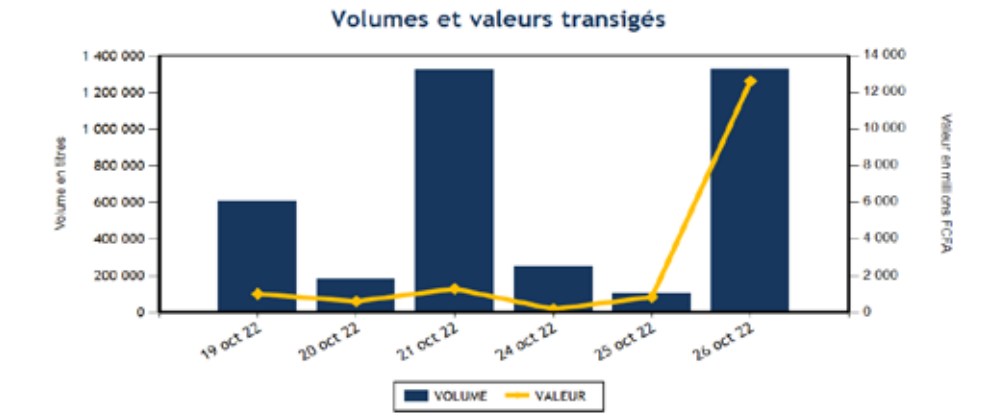
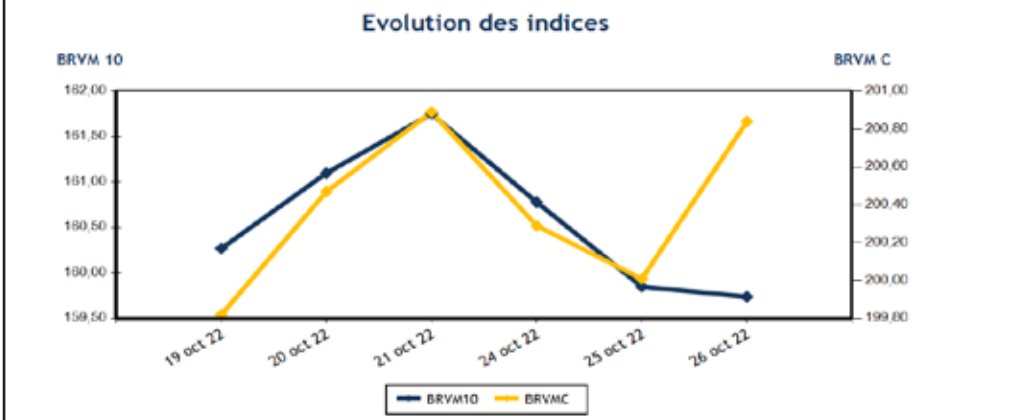
Par ailleurs, le module central d'une superficie de 80 ha sera viabilisé pour servir de hub répondant aux normes internationales, au conditionnement et stockage des produits agricoles, la production d'énergie, etc. Il sera complété par un réseau de modules régionaux (30 hectares à Fatick, 15 ha à Kaffrine et 15 ha à Diourbel) qui permettront ainsi une bonne intégration horizontale et verticale des filières ciblées.

Les producteurs agricoles vont aussi bénéficier de semences de prébase, d'un bon accès aux connaissances et aux ressources (y compris non-financières et financières) ainsi que d'une mise à disposition de technologies performantes et climato-résilientes : matériel d'économie d'eau marchant à l'énergie solaire, techniques de défense et de restauration des sols. Pour ce faire, le partenariat noué notamment entre le ministère en charge de l'Industrie et celui de l'Agriculture dans le cadre du programme des agropoles compétitives intégrées sera renforcé.

À l'issue de la première phase du projet (2023-2027), les résultats suivants sont attendus : la transformation d'au moins 400 000 tonnes d'arachide, 100 000 tonnes de céréales et 50 000 tonnes de sel ; la création et consolidation de 129 500 emplois directs et 208 800 emplois indirects (dont environ 52% pour les femmes).

Ecofin du 26 Octobre 2022

BRVM 10 159,74	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE	BRVM Composite 200,84
Variation Jour ↓ -0,07 %	N° 206 mercredi 26 octobre 2022	Variation Jour ↑ 0,41 %
Variation annuelle ↑ 4,06 %	Site : www.bvrm.org	Variation annuelle ↓ -0,71 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 045 160 338 993	0,42 %
Volume échangé (Actions & Droits)	112 438	13,69 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	465 738 690	-42,35 %
Nombre de titres transigés	44	2,33 %
Nombre de titres en hausse	13	-13,33 %
Nombre de titres en baisse	15	-11,76 %
Nombre de titres inchangés	16	45,45 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 767 174 077 601	0,01 %
Volume échangé	1 214 557	45 542,88 %
Valeur transigée (FCFA)	12 145 571 900	45 330,50 %
Nombre de titres transigés	6	-25,00 %
Nombre de titres en hausse	2	100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	3	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	107 500	7,50 %	-31,09 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 185	7,24 %	23,44 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	5 700	6,54 %	-8,06 %
BOLLORE (SDSC)	1 685	6,31 %	-34,44 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	6 100	6,18 %	15,09 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 100	-7,17 %	50,68 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	800	-6,98 %	-10,61 %
SAPH CI (SPHC)	4 720	-6,53 %	-9,14 %
TOTAL SN (TTLS)	2 305	-2,54 %	16,71 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 400	-1,41 %	-5,72 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,10	1,92 %	-6,37 %	17 030	45 877 300	26,24
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	461,92	-0,08 %	2,91 %	12 505	152 205 005	9,17
BRVM - FINANCES	15	75,74	0,77 %	-1,80 %	66 712	183 558 345	7,25
BRVM - TRANSPORT	2	410,91	6,16 %	-33,95 %	2 466	3 949 670	6,58
BRVM - AGRICULTURE	5	294,22	-1,64 %	20,92 %	10 072	73 003 895	5,73
BRVM - DISTRIBUTION	7	375,97	-0,26 %	-7,72 %	2 997	6 422 875	27,08
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 357,27	-7,17 %	50,69 %	656	721 600	13,21
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,92	
Taux de rendement moyen du marché	7,33	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,35	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	108	
Volume moyen annuel par séance	1 067 987,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	2 022 257 960,48	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	26,38	
Ratio moyen de satisfaction	48,25	
Ratio moyen de tendance	182,92	
Ratio moyen de couverture	54,67	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	6,72	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 <small>BRVM Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Président: Christian de Souza Collette Tel: (229) 21 31 23 25 Fax: (229) 21 31 23 25</small>	 <small>BURUNDI-FAO Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Union des Comores Tel: (229) 21 31 23 25 Fax: (229) 21 31 23 25</small>	 <small>CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Président: N. Kouassi Kouassi Tel: (229) 21 31 23 25 Fax: (229) 21 31 23 25</small>	 <small>SENEGAL Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et des Services du Sénégal Président: Abdou Fallou Tel: (229) 21 31 23 25 Fax: (229) 21 31 23 25</small>	 <small>SENEGAL Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et des Services du Sénégal Président: Abdou Fallou Tel: (229) 21 31 23 25 Fax: (229) 21 31 23 25</small>	 <small>SENEGAL Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et des Services du Sénégal Président: Abdou Fallou Tel: (229) 21 31 23 25 Fax: (229) 21 31 23 25</small>	 <small>SENEGAL Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et des Services du Sénégal Président: Abdou Fallou Tel: (229) 21 31 23 25 Fax: (229) 21 31 23 25</small>	 <small>SENEGAL Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Artisanat et des Services du Sénégal Président: Abdou Fallou Tel: (229) 21 31 23 25 Fax: (229) 21 31 23 25</small>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel
allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202
parcelle « d », Cotonou - BENIN

001 BP 8690 RP
uca@ucasgi.com
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
(229) 21 31 00 21
www.ucasgi.com

S&I BENIN

Carré 211 St Michel
immeuble SGI-Bénin 01 BP
4546 Cotonou.
Tél : (229) 21 31 15 41
21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
Groupe BMCE BANK

Siège BOA Benin,
Boulevard de France
Tel : (229)
21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
AGI

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration
01 BP 8668 RP Cotonou
contact@sgi-agi.com
+229 21318733
+229 21316066

AFRICABOURSE

Avenue Steinmetz Face
Immeuble Air Gabon 01 BP
6002 COTONOU BENIN
Tél : (229) 21 31 88 35 /
21 31 88 36

BIIC Financial Services
Société de gestion et d'intermédiation

Boulevard Saint Michel
Immeuble Agence BIIC Dantokpa
01 BP. 7700 Cotonou
Tél. +229 21324875
Tél. +229 21324876
sgifbs@biic-financialservices.com

**Avec ARESS,
vivez l'Energie,
l'Energie de Qualité
pour tous**

LA QUALITE POUR TOUS

ARESS

(+229) 96 63 96 82

Elections législatives de janvier 2023

Le Médiateur de la République invite à la paix

Dans le cadre des élections législatives de janvier 2023, dans sa mission de paix et de cohésion sociale, le Médiateur de la République invite à la paix.



REPUBLIQUE DU BENIN
LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

Porto-Novo, le

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'imminence des élections législatives de janvier 2023 suscite déjà une mobilisation générale dans tous les états-majors des partis politiques.

Le Médiateur de la République, dans sa mission de quête de la paix, saisit l'occasion pour rappeler à chaque béninoise et à chaque béninois la nécessité d'œuvrer au renforcement de la cohésion nationale en évitant tout ce qui peut faire basculer notre pays dans la violence.

Il en appelle, en outre, au patriotisme et au civisme de tout le peuple béninois, pour l'atteinte de l'objectif « zéro violence avant, pendant et après les élections législatives de janvier 2023 ».

Fait à Porto-Novo, le lundi 26 septembre 2022



Pascal ESSOU

Médiateur de la République

01 BP : 1501 PORTO-NOVO / Tél. : (+229) 20 21 20 22 - Fax : (+229) 20 21 49 09 - www.lemediateurdubenin.org



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Silber-Straße : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph ABOUNA - 01 BP 3802 Abidjan
Tél. : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN

Adresse : Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Lion Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin
Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007
Sikèkòdji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com
Site : www.leconomistebenin.com

Directeur Général
Léonard DOSSOU
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général
Calixte ADIYETON
(66 232 545)

Secrétaire caissière
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication
Jules AFFODJI

Rédacteur en chef
Jean Claude KOUAGOU
(97 720 976)

Secrétaire de rédaction
Abdul Wahab ADO
(66656265)

Rédacteurs
Nestor DEHOUNDJII
Bidossessi WANOU
(67 20 33 27)
Sylvestre TCHOMAKOU
Falco Vignon

Raoul Gandaho
(Correspondant Ouémé Plateau)
Mouhamed Bouhari SAÏDOU
(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI
(Correspondant Zou-Collines)
Emmanuel AKAKPO
(Br Atacora-Donga)
Issa SIKITI DA SILVA
(Correspondant RDC)
Modeste COCO (Consultant)
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France
de l'Economiste du Bénin
Tel +330671790990
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale
Rigel BATCHO
(69190880)

Graphiste
Gisèle NOUDAÏKPON
(62323855)

Mesures contre la cherté de la vie au Bénin

Le gouvernement maintient les prix du blé et du ciment

Hier mercredi 26 octobre 2022, le gouvernement a tenu sa séance ordinaire du Conseil des ministres. Entre autres décisions prises à ces assises, le plafonnement du prix de certains produits de première nécessité et exonération du blé, puis contrôle du prix du ciment.

● Bidossessi WANOU

Plafonnement des prix de certains produits tels que l'huile végétale raffinée, la farine de blé, le ciment, plafon-

nement du prix de la farine de blé à 28.500 FCFA le sac de 50 kilogrammes sur toute l'étendue du territoire national ; suspension de la perception de la TVA sur la farine de blé produite loca-

lement ; dédouanement de la farine de blé importée sur la valeur transactionnelle. Face à l'envolée de prix de certains produits de grande consommation en raison des chocs extérieurs

dont la guerre en Ukraine, le gouvernement a décidé de renforcer les mesures de régulation et de maîtrise du prix de certains produits de première nécessité prises il y a quelques mois. Ainsi, lesdites mesures dont cer-

taines sont déjà en cours sont reconduites pour les 4 prochains mois sachant qu'aucun retour à la normale ne se dessine pour le moment à l'international. Ainsi, le ministre de l'Industrie et du Commerce est

instruit à l'effet de reconduire les dispositions de l'arrêté interministériel du 17 juin 2022 portant fixation des prix de cession du ciment en République du Bénin jusqu'au 31 janvier 2023.

REPUBLIQUE DU BENIN
Présidence - Justice - Travail

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

SECRETARIAT GENERAL DU
GOUVERNEMENT

N° 35/2022/PR/SGG/CM/OJ/ORD

COPIE

Compte-rendu du Conseil des Ministres

Le Conseil des Ministres s'est réuni ce mercredi 26 octobre 2022, sous la présidence de Monsieur Patrice TALON, Président de la République. Les décisions ci-après ont été prises :

I- Mesures normatives.

Transmission à l'Assemblée nationale, pour examen et vote, du projet de loi relatif au crédit-bail en République du Bénin.

Une directive de l'UEMOA a adopté le projet de loi uniforme relatif au crédit-bail et, par une décision du 24 juin 2016, il est prescrit aux Etats membres de prendre les dispositions nécessaires pour le transposer dans leur droit positif interne.

Notre pays disposait déjà depuis 2017 d'une législation en la matière et la transposition de la norme communautaire qui couvre un périmètre plus large sera désormais la référence.

Ainsi, le Gouvernement, après avoir requis l'avis motivé de la Cour suprême, en a saisi le Parlement.

Le crédit-bail, faut-il le rappeler, consiste en la location assortie d'une option d'achat de biens à usage professionnel, meubles ou immeubles, corporels ou incorporels. C'est donc un instrument adapté notamment pour le financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME), qui éprouvent souvent des difficultés à fournir des garanties pour l'obtention d'un crédit bancaire classique.

Un tel mécanisme comporte en effet divers avantages que sont notamment la mise en place rapide du financement, l'absence d'apport initial ou d'une garantie de la part du client ainsi que le niveau réduit des coûts de transactions. Il en est de même de la préservation de la capacité d'endettement des entreprises et, pour le crédit-bailleur, des points d'intérêt en situation d'apurement du passif.

Le recours à cet instrument est donc à promouvoir dans la sous-région.

II- Communications.

II-1. Réhabilitation et aménagement des voies d'accès et de traversée de Cotonou, puis réalisation d'une mission en vue de l'exécution de divers travaux dans les cinq villes du grand Nokoué.

La mise aux normes de voies urbaines d'accès et de traversée de Cotonou dans les deux sens, soit un linéaire total de 64 km, consistent en des travaux de reprise de chaussée des axes dont l'état de praticabilité n'offre plus le confort nécessaire et ne favorise pas une bonne mobilité des usagers. Ainsi, une fois traités, ces axes seront portés au standard du projet asphaltage.

Un premier lot de ces voies prend en compte les artères ci-après :

- Ancien Pont - Carrefour SOBEBRA - Carrefour PTT PK3 - Carrefour Le Bélier ;
- Troisième Pont - Carrefour SOBEBRA ;
- Place du Souvenir - Carrefour 3 Banques ;
- Carrefour Marché Saint Michel - Carrefour NASUBA-Passage supérieur de Steinmetz - Carrefour Notre-Dame ;
- Carrefour 3 Banques - Carrefour Air Afrique ;
- Carrefour Air Afrique - Ancien Pont ;
- Carrefour Cheminot - Passage supérieur de Steinmetz.

Quant au second lot, il comporte les axes ci-après :

- Etoile Rouge - Carrefour UNAFRICA - Carrefour Cheminot ;
- Etoile Rouge - Carrefour Marché Saint Michel ;
- Échangeur Godomey - Stade Mathieu KEREKOU - Carrefour Toyota ;
- Carrefour Toyota - Etoile Rouge ;
- Carrefour Toyota - Carrefour Cadjèhoun - Place du Souvenir ;
- Carrefour Douane Aéroport - Place du Souvenir.

Les travaux consisteront en outre à mener une mission d'étude d'état des lieux, de géoréférencement, de cartographie, d'élaboration de dossiers d'appels d'offres, de contrôle et de surveillance des travaux de remplacement ou de remise en état des grilles avaloirs, tampons de regards et dalles de caniveaux dans les cinq villes du grand Nokoué.

Les ministres concernés veilleront à l'aboutissement des différentes procédures y afférentes ainsi qu'à la bonne qualité des interventions des entreprises sélectionnées.

II-2. Recrutement de cent (100) auditeurs de justice au titre de l'année 2022.

Les besoins en personnel des services judiciaires se justifient par la nécessité d'animer des juridictions nouvellement créées, mais aussi de renforcer les effectifs de celles déjà fonctionnelles, pour plus de célérité et d'efficacité dans le traitement des dossiers. Ce recrutement participe donc de la bonne administration de la justice et de l'amélioration des prestations dans le sens de la satisfaction des justiciables.

C'est pourquoi, le Conseil a autorisé l'organisation, pour le compte de l'année 2022, d'un recrutement de 100 auditeurs de justice.

II-3. Plafonnement des prix de certains produits de première nécessité.

Avec la flambée des prix des produits de grande consommation en raison des chocs extérieurs, notamment de la guerre en Ukraine, le Gouvernement avait décidé du plafonnement des prix de certains produits tels que l'huile végétale raffinée, la farine de blé et le ciment.

Le compte-rendu de la mise en œuvre de ces mesures indique que les prix de l'huile et de la farine de blé ont été globalement respectés au plan national.

Un retour à la normale n'étant pas perceptible pour le moment à l'international, le Conseil a décidé de la prorogation, sur une période de 4 mois, des mesures ci-après :

- plafonnement du prix de la farine de blé à 28.500 FCFA le sac de 50 kilogrammes sur toute l'étendue du territoire national ;
- suspension de la perception de la TVA sur la farine de blé produite localement ;
- dédouanement de la farine de blé importée sur la valeur transactionnelle.

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie et du Commerce est instruit à l'effet de reconduire jusqu'au 31 janvier 2023, les dispositions de l'arrêté interministériel du 17 juin 2022 portant fixation des prix de cession du ciment en République du Bénin.

III- Rencontres et manifestations internationales.

Le Conseil a autorisé la participation du Bénin à :

- la 14^{ème} session de la Conférence des Parties contractantes à la Convention de Ramsar sur les zones humides, du 5 au 13 novembre 2022 à Genève en Suisse ; puis
- la 27^{ème} Conférence des Parties (COP 27) à la Convention-cadre des Nations unies sur les Changements Climatiques, à Sharm El Sheikh en Egypte, du 6 au 18 novembre 2022.

IV- Mesures individuelles.

Les nominations suivantes ont été prononcées au ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche :

Directeur des Systèmes d'Information

Monsieur Babatoundé Igor Bérenger Armel AGUE

Directeur adjoint de la Planification, de l'Administration et des Finances

Monsieur Sètchéton Paterné AMOUSSOU.

Fait à Cotonou, le 26 octobre 2022,



Le Secrétaire Général du Gouvernement,

Edouard OUI-OURO.

Promotion du Handball/ Imelda Wadagni Pdte d'ASO Baobab

« Mobiliser suffisamment de ressources financières pour la mise en œuvre de nos objectifs »

Imelda WADAGNI est la nouvelle présidente de l'Association omnisport (ASO) Baobab de Lokossa. A ce poste, elle nourrit de réelles ambitions pour le rayonnement du basketball à Lokossa et au Bénin. Dans cette interview, elle évoque les quatre priorités de son programme d'actions et les innovations qu'elle compte apporter pour redorer le blason d'un club qui a fait rêver le Bénin pendant plusieurs années.

A votre avènement à la présidence d'ASO Baobab, vous avez promis des changements. Quels sont les axes prioritaires que vous comptez impacter ?

Déjà il faut que je vous le dise, vous l'ignoriez certainement mais je suis une grande fan de sport, c'est vrai, de tous les sports même. J'ai d'ailleurs pratiqué le tennis et le judo pendant plusieurs années.

C'est avec plaisir que j'ai donc pris les rênes de ce club que j'ai longtemps suivi de loin et qui a fait la fierté de Lokossa ma ville d'origine. Mon équipe et moi comptons faire tous nos efforts pour lui redonner ses lettres de noblesse. Les quatre chantiers prioritaires de notre programme d'actions sont : la création d'une société sportive pour la revitalisation de l'association, cellule de base sans laquelle tout rêve relèverait de l'utopie, la détection active de jeunes pratiquants et leur bonne prise en charge pour assurer la relève à travers un programme tel que Cercle Baobab, la formation continue de cadres techniques, vecteurs de performances et de progrès et la mobilisation des ressources financières suffisantes pour la mise en œuvre effective de nos objectifs

La mobilisation des ressources nécessaires suffisantes fait appel à la recherche de partenaires, que faites-vous dans ce sens ?

Pour dérouler notre programme d'actions, nous aurons besoin de toute nature de ressources. Avec une bonne dose de communication, notre club gagnera en visibilité. Il n'y a rien de plus efficace pour accroître l'intérêt des sponsors et mécènes à notre égard. Nos plans stratégiques de communication et de marketing sont prêts et certains partenaires ont déjà manifesté leur intérêt à nous accompagner dans nos différentes actions. Nous mettrons à profit les différentes cartes dont nous disposons.



Quid de la création de la société sportive pour revitaliser ASO Baobab ?

Depuis quelques années déjà et sous l'impulsion du Ministère des Sports, la professionnalisation du sport gagne du terrain dans presque toutes les disciplines. C'est l'occasion de féliciter à nouveau le Président de notre fédération Sidikou Karimou pour son implication personnelle dans le développement du Handball au Bénin et le remercier de son soutien permanent. Nous ne devons pas rester en marge de ce progrès. Et déjà des pistes ont été explorées. Nous sommes bien coachés dans ce sens. Dans les prochaines semaines, vous en saurez davantage.

Sur le plan de la détection, quel est le plan de route ?

La détection des talents est un aspect qui préoccupe mon

équipe et moi. Sans talents, nous n'aurons pas une équipe compétitive capable de réaliser de grandes performances. C'est dans cette logique que nous lancerons dans les jours à venir, un appel à candidature pour recruter un directeur sportif capable de nous dénicher les perles rares. Nous rêvons grand. Et il va falloir compter sur ASO Baobab pour le titre la saison prochaine en Ligue Nationale Professionnelle. Nous avons déjà ciblé certains joueurs que nous continuerons à suivre jusqu'au prochain marché des transferts. Notre équipe de jeunes participe au championnat de catégorie d'âge et nous avons déjà l'œil sur certains éléments qui se démarquent. Ceci dans l'idée qu'ils renforcent l'équipe première. Lors des playoffs de la Moov Africa Ligue Pro, avec l'aide de nos techniciens qui seront sur place, nous allons cibler de nouveaux bons joueurs.

Le projet "Cercle Baobab", comment comptez-vous le ressusciter ?

C'est un programme à travers lequel des talents seront aussi dénichés et révélés. Les aînés nous ont parlé de cet incroyable projet qui a disparu au fil des années. Comptez sur la dynamique de l'équipe que j'ai autour de moi pour faire renaître "Cercle Baobab". Nous travaillerons en synergie avec les anciens dirigeants et joueurs du club pour voir dans quelle mesure adapter le projet aux nouvelles réalités du terrain. Nous formerons également des cadres dans ce sens. Nous comptons aussi sur toutes les bonnes volontés qui souhaitent accompagner le club.

Votre mot pour conclure

Je vous remercie pour cette opportunité de m'exprimer. ASO Baobab fera tout son effort pour suivre le rythme du développement du handball béninois.

Falco VIGNON

Sécurité alimentaire, économie minière

La Commission de l'Uemoa et l'AFD pour une nouvelle alliance



Pour accélérer le développement des secteurs indispensables au mieux-être des populations de la sous-région ouest-africaine, la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) et l'Agence Française de Développement (AFD) s'engagent pour le renforcement de leur partenariat. A ce propos, à Paris au siège de l'AFD le 21 octobre 2022, le Président de la Commission de l'Uemoa, Abdoulaye Diop

et Christian Yoka, Directeur Afrique de l'AFD ont échangé sur la coopération entre les deux institutions et salué son dynamisme. La situation macro-économique, marquée par la succession de crises observées ces dernières années dont la crise sanitaire, les tensions géopolitiques et la flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques a été évoquée. Malgré ces différents chocs, les économies de l'Union restent globalement résilientes.

Le Directeur Afrique de l'AFD et le Président de la Commission se sont accordés afin que le nouveau partenariat puisse s'articuler autour d'un certain nombre réduit de priorités parmi lesquelles, la sécurité alimentaire, l'économie minière, la transformation structurelle et l'économie numérique. Abdoulaye Diop a remercié l'AFD pour la qualité de la coopération avec l'UEMOA et ses Etats membres et souhaité son renforcement.

Russie

La justice rejette l'appel de la basketteuse Brittney Griner, Washington pointe une procédure « bidon »

Condamnée en Russie à neuf ans de prison pour trafic de cannabis, la basketteuse américaine Brittney Griner n'a pas obtenu gain de cause ce mardi, lors de son procès en appel au tribunal de Krasnogorsk, dans la région de Moscou. « J'espère vraiment que le tribunal va ajuster ce verdict parce que cela a été très stressant et très traumatisant pour mon état mental et psychologique », a expliqué l'athlète de 32 ans, en participant à l'audience par visioconférence.

La justice russe a rejeté dans la foulée l'appel de la double championne olympique avec la sélection américaine, actuellement emprisonnée en Russie. Une décision qui a provoqué une vive réaction immédiate à Washington. « Le président Biden a été très clair sur le fait que Brittney doit être libérée immédiatement », déclare ainsi Jake Sullivan, le conseiller à la

Sécurité nationale de la Maison Blanche.

Son avocat demande « un acquittement »

Celui-ci regrette que Brittney Griner continue d'être « emprisonnée à tort, selon des circonstances inacceptables, après avoir dû subir une nouvelle procédure judiciaire bidon aujourd'hui ». Le tribunal russe a décidé ce mardi de « laisser sans changement » le verdict prononcé en août contre la star de WNBA. La juge Elena Vorontsova a précisé que la justice allait effectuer un assouplissement par rapport à la peine initiale : chaque jour de détention avant la condamnation de Brittney Griner (incarcérée depuis février 2022) va être comptabilisé comme un jour et demi déjà passé en prison.

Portant une chemise à carreaux rouges et noirs, la basketteuse a notam-

ment fait part ce mardi de son chagrin d'être loin de sa famille, et de ne pas pouvoir communiquer avec elle. Elle a confié « ne pas comprendre » un jugement aussi sévère à son encontre, « alors que des gens se voient infliger bien moins que moi pour des crimes plus graves ». L'un de ses avocats, Alexandre Boïkov, a pour sa part demandé au tribunal de « réfléchir à un acquittement en raison du non-lieu ».

Vers un échange de prisonniers ?

« Les yeux du monde entier sont tournés vers cette affaire, a insisté Me Boïkov. La cruauté de ce jugement frappe non seulement les participants au procès, mais aussi les gens dans le monde entier. » Brittney Griner avait été arrêtée à Moscou en possession d'une vaporisateur contenant du liquide à base de cannabis.

20minutes



APPEL À CANDIDATURES !

SUD CAPITAL S.A. en partenariat avec la **BIIC (Banque Internationale pour l'Industrie et le Commerce)** a conçu un

PROGRAMME SPÉCIAL

DE FACILITATION

DE FINANCEMENT pour les PME

Ce programme comporte deux volets indissociables :

- Améliorer la capacité d'accès au financement bancaire des PME sélectionnées et les accompagner dans la structuration, le financement et la réalisation de leurs projets d'investissement ;
- Financer les besoins d'exploitation des PME bénéficiaires.

Pour plus d'informations et pour postuler, rendez-vous sur :

www.sud-capital.com/application-a-candidature/

Date limite de réception des candidatures fixée au **03 décembre 2022.**

www.sud-capital.com | contact@sud-capital.com | +229 21309495 / 62113535

